

Réunion du 13/12/2003

Château des Vergnes
63100 Clermont-Ferrand

Sujets abordés :

- Quelles sont les valeurs de l'École Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ? (sujet n° 1)
- Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ? (sujet n° 15)
- Comment former, recruter, évaluer les enseignants et organiser leur carrière ? (sujet n° 22)

Vingt participants dont cinq parents d'élèves.

Quelles sont les valeurs de l'École Républicaine et comment faire en sorte que la société les reconnaisse ? (sujet n° 1)

- Autorité de l'enseignant : bien que reconnue nécessaire par tous, elle semble en baisse. Deux causes principales sont identifiées. Ce sont, d'une part, le fait que l'enseignant ne soit plus le seul « pourvoyeur » de la connaissance et, d'autre part, un sens de la collectivité amoindri (cf développement des comportements individualistes dans l'ensemble de la société). Par ailleurs, certains participants s'interrogent sur un possible lien avec la notion « d'enfant au cœur du système éducatif ». La nécessité de la confiance et du soutien des parents envers les enseignants, ce qui n'existe pas toujours, est soulignée. Enfin, un débat s'instaure sur le thème du tutoiement / vouvoiement des enseignants par les élèves de l'école élémentaire. Les appréciations quant aux éventuelles conséquences du tutoiement sur le respect porté à l'enseignant ne permettent pas de dégager l'unanimité.
- Égalité des chances : l'école doit s'efforcer d'estomper les inégalités qui existent au départ. On s'interroge sur ce que recouvre cette notion. S'agit-il de donner une base commune aux élèves, de faire en sorte qu'ils aient les mêmes possibilités au terme de leur cursus scolaire ? Le souhait d'un rôle social de l'état plus important pour favoriser une meilleure égalité des chances est affirmé. Le thème de la mixité de l'école, parfois mis en avant, semble aux yeux des participants être un faux débat. Néanmoins, à l'unanimité, il est considéré que l'abandon de la mixité serait une erreur.
- Laïcité : la récente remise au chef de l'état du « rapport Stasi » a alimenté le débat. Au sujet des jours fériés (Kippour et Aïd-El-Kebir), la tolérance actuelle semble justifiée et suffisante. La question des signes d'appartenance religieuse est abordée : l'importance de la NEUTRALITÉ est vigoureusement rappelée. Un débat sur la place de l'enseignement du fait religieux à l'école élémentaire est lancé. Pour certains, l'enseignant doit œuvrer pour que les enfants puissent comprendre les différences et les similitudes entre les religions, leur place dans

l'histoire et dans le fonctionnement des sociétés (politique, économie, culture...) ; une meilleure connaissance devant alors favoriser la tolérance. Pour d'autres, le risque est grand, en adoptant la démarche précédente, d'ouvrir la porte à toutes sortes de sectes ou de croyances. Ces personnes se demandent aussi s'il est opportun et judicieux d'ajouter une mission à l'école élémentaire et expriment la crainte que l'école ne soit chargée de résoudre tous les maux de notre société (et, du coup, de devoir en porter la responsabilité ?).

Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ? (sujet n° 15)

En préambule, les participants considèrent qu'une lutte efficace contre la violence et les incivilités à l'école nécessite une autorité reconnue et respectée de tous. Toutefois, et dans le secteur considéré, plusieurs témoignages indiquent que l'école élémentaire est encore un lieu relativement préservé des excès parfois constatés.

- Importance du rôle des parents : cet aspect est jugé déterminant comme soutien et relais dans l'école.
- Rôle des adultes : l'influence du comportement des adultes sur les attitudes des enfants apparaît déterminante. Le respect des règles par les adultes est indispensable (règles élémentaires de sécurité routière aux abords même de l'école ou attitudes dans la vie quotidienne). Au delà de ces réflexions, il est aussi déploré le manque d'engagements des parents dans les associations de parents d'élèves, ce qui se révèle préjudiciable au fonctionnement général de l'école. L'individualisme, ressenti dans toute la société, se révèle être un sérieux handicap.
- Rôle de l'école maternelle : plusieurs participants considèrent que la perception de l'école maternelle par certaines familles (garderie, voire halte garderie) peut engendrer par la suite des comportements déviants, le travail essentiel de socialisation effectué faisant alors défaut. **L'importance et l'intérêt de l'école maternelle, maillon indispensable de l'école, sont réaffirmés.** De nombreux participants émettent le vœu que soit étudiée, puis instaurée une **obligation de fréquentation scolaire pour les enfants inscrits à l'école maternelle.**
- Propositions de pistes pour « traiter » les déviances :
 - recours à des sanctions graduées en fonction de la gravité de la faute constatée. L'enfant peut alors situer le niveau de transgression des règles et modifier son comportement. Pour cela, il est indispensable que les enfants aient connaissance de l'échelle de sanctions, voire qu'ils aient contribué à son élaboration ;
 - dans un esprit un peu analogue, la mise en place d'un permis à points est avancée ;
 - des relations plus étroites avec le Conseil Local de Sécurité sont souhaitées par quelques-uns des participants, ceci dans un but de prévention ;
 - à l'inverse des propositions précédentes qui donnent lieu à des échanges de points de vue divers, **le renforcement de l'encadrement des élèves est jugé prioritaire** par tous les participants. La disparition des aides éducateurs est unanimement déplorée et l'insuffisance du dispositif qui lui succède, celui des assistants d'éducation, est dénoncée.
- Outre les événements « ordinaires » de violence et d'incivilité, la gestion d'enfants particulièrement difficiles au sein des écoles s'avère particulièrement délicate en

raison notamment d'un déficit de formation des enseignants en la matière, d'un manque d'informations et de l'absence de dispositifs d'aide adaptés.

Comment former, recruter, évaluer les enseignants et organiser leur carrière ? (sujet n° 22)

La formation, tant initiale que continue, est considérée comme essentielle par les participants. De profondes inquiétudes quant à l'avenir sont exprimées.

- Formation initiale : plusieurs participants ont bénéficié de la formation dispensée par l'I.U.F.M. Bien souvent, ces personnes estiment que la première année, essentiellement perçue comme une année de préparation au concours (C.A.P.E.), ne permet pas de se préparer réellement et efficacement au métier. Seule la deuxième année remplirait une réelle fonction de formation ce qui semble insuffisant. Par ailleurs, les personnes qui, avant leur année de P.E. 2, ont effectué une année sur le terrain (recrutement sur la liste complémentaire) estiment qu'il s'agit là d'une expérience très riche et très formatrice en dépit des nombreuses difficultés qui apparaissent alors. En revanche, pour ces personnes, le contenu de la formation dispensée en P.E. 2 ne correspond alors pas aux attentes (souhait d'avoir une formation adaptée au vécu et à l'expérience acquise). L'absence de préparation à la gestion de cas particuliers (dyslexie, enfants caractériels...) est dénoncée. Plusieurs participants considèrent qu'une première année en doublette avec un maître titulaire (selon des modalités à définir) serait bénéfique.
- Formation continue : au vu de la baisse notable de l'offre, le jugement est sévère. Une formation continue sur le temps de travail, de qualité et en quantité suffisante est unanimement revendiquée.